



DURABILITÉ SOCIALE –
GARANTIR LES DROITS AU-DELÀ
DES GÉNÉRATIONS

INFO



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

2023

**Chers et chères membres,
Chères donatrices, chers donateurs,
Chères lectrices, chers lecteurs,**

Le concept de durabilité prend de plus en plus d'importance dans un monde en constante évolution. Outre l'aspect très actuel de la durabilité écologique, c'est-à-dire l'utilisation respectueuse des ressources naturelles, il s'agit également de promouvoir la responsabilité sociale et d'œuvrer en faveur des changements des conditions de vie pour les populations vivant dans nos pays partenaires. On parle ici d'une vie digne, avec une égalité des chances et des perspectives de participation sociale pour toutes et tous.

«La durabilité sociale,
pilier de notre travail
en Afrique de l'Ouest
et dans les Balkans
occidentaux»



Les co-directrices
Alexandra Nicola et Manuela Di Marco

La santé et l'égalité entre les sexes sont essentielles à la durabilité sociale.

Nous travaillons en collaboration avec les acteurs sur le terrain pour permettre l'accès à des soins et des traitements médicaux respectueux, de bonne qualité et culturellement adaptés, et pour mettre en place des systèmes de prévention sanitaire individuels et collectifs. Il s'agit en outre d'inciter les communautés à remettre en question les normes discriminatoires et permettre aux femmes de mener une vie autodéterminée et sans violence. En effet, des femmes et des filles en bonne santé bénéficient de meilleures perspectives d'avenir et contribuent à une société plus stable.

Nous souhaitons nous engager encore plus intensément pour le renforcement des compétences chez les femmes et pour leur permettre une parti-

cipation plus active dans l'économie. Elles doivent pouvoir développer leurs aptitudes personnelles et s'impliquer avec assurance dans les processus de formation d'opinion et de décision, et ancrer ainsi des changements pérennes.

La durabilité sociale exige un accompagnement à long terme des processus de changement, qui doivent être autodéterminés. Nous nous basons sciemment sur les besoins et les objectifs des personnes impliquées lors de la planification de nos projets. Nous écoutons, apprenons mutuellement et adaptons nos stratégies en accord avec l'évolution des différentes situations.

Tout cela est seulement possible grâce aux personnes qui nous accompagnent sur cette voie. Votre soutien et votre engagement sont la clé du succès de nos activités, c'est uniquement ensemble que nous ferons la différence et arriverons à promouvoir la durabilité sociale.

Cordialement

Alexandra Nicola et Manuela Di Marco
Co-directrices

POURQUOI L'INTER-SECTIONNALITÉ FAIT AUSSI PARTIE DE LA DURABILITÉ SOCIALE

Le concept de durabilité sociale vise à établir une société stable et équilibrée à long terme. Une société qui garantit le droit au travail, la dignité et les droits humains, non seulement ici et maintenant, mais aussi pour les générations futures. Mais que cela signifie-t-il concrètement?

La recherche sur la durabilité divise ce domaine en trois segments: durabilité sociale, économique et écologique. Dans l'idéal, ces trois éléments sont placés sur un pied d'égalité en termes de conditions de vie justes et équitables, aussi bien pour les générations actuelles que futures. En d'autres mots, on parle ici de justice distributive intergénérationnelle, ou d'équité entre les générations. Il s'agit par exemple de lutter contre la pauvreté, mais aussi de garantir les besoins fondamentaux par un accès plus équitable aux opportunités et par une répartition plus juste des ressources à

l'échelle locale et mondiale. D'un point de vue éthique, la justice sociale doit reposer sur la justice inter- et intragénérationnelle. Pour les organisations qui s'engagent en faveur des droits des femmes en particulier, la question se pose de savoir si les sexospécificités sont explicitement prises en compte dans la justice distributive intergénérationnelle.

Points de focalisation

La Constitution fédérale suisse stipule clairement quels sont les droits fondamentaux qui s'appliquent aux citoyen-ne-s reconnu-e-s en Suisse. Il s'agit entre autres de la «dignité humaine» et de l'«égalité des droits», qui garantissent qu'aucune personne ne soit discriminée en raison de son sexe ou de son origine sociale. En outre, le Conseil fédéral définit depuis 1997 ses priorités politiques dans la mise en œuvre du développement durable

et les adopte dans sa «Stratégie pour le développement durable» (SDD). Depuis quatre ans, la SDD fait partie intégrante du message du Conseil fédéral sur le programme de la législature. La SDD fournit un cadre directionnel au sein duquel la Suisse doit se développer à l'avenir dans différents domaines importants.

Dans ce contexte, deux aspects complémentaires revêtent une importance capitale dans le concept de durabilité de la Confédération. Premièrement, une répartition plus équitable des ressources et des opportunités doit prendre en compte le fait que ces ressources sont limitées. Deuxièmement, un développement durable ne peut pas être mis en œuvre à long terme tant que la sécurité sociale des plus démunis n'est pas garantie.

Selon la Confédération, la durabilité sociale doit inclure la répartition des obligations sociales, ainsi que la répartition des rôles et l'égalité des chances. L'égalité entre les sexes et la santé font partie des neuf objectifs thématiques du plan d'action pour la justice sociale de la Confédération, et c'est précisément là que s'inscrit le travail de IAMANEH Suisse.



Pas de développement durable sans égalité entre les sexes

L'égalité entre les sexes est le 5^e objectif de l'Agenda 2030 des Nations unies (ODD), qui vient donc de facto après la lutte contre la pauvreté et la faim. Plusieurs études de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) prouvent toutefois que les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté et la violence dans le monde. Les effets du changement climatique ou la réduction de la biodiversité atteignent particulièrement les femmes et les enfants. Fatoumata Sangaré, chargée de programme pour le Mali chez IAMANEH, explique cela au moyen d'un exemple: si les écoles manquent d'eau propre et de toilettes, ce qui est surtout le cas dans les régions rurales, les filles ne se rendent souvent pas aux cours lorsqu'elles ont leurs règles, et leur éducation en souffre donc par rapport aux garçons. Cet exemple montre de façon concrète l'interaction qui existe entre les différents objectifs de développement durable: sans installations sanitaires propres et sans eau potable (ODD 6), il n'y a pas d'égalité entre les sexes (ODD 5).

On constate donc que les objectifs de développement durable sont imbriqués les uns dans les autres et qu'ils doivent être abordés de manière intersectionnelle. Une mise en œuvre réussie des différents objectifs n'est possible que si les sexospécificités sont explicitement prises en compte dans la justice distributive intergénérationnelle.

Nous souhaitons dans nos projets attirer en particulier l'attention sur ces interdépendances, c'est-à-dire sur l'aspect de l'intersectionnalité dans le développement durable. La durabilité sociale n'est pas possible à long terme sans l'autodétermination, l'égalité des chances et la participation des femmes et des filles. À la question de savoir comment l'égalité entre les sexes est liée à la durabilité sociale, Christine Bigler, docteure en géographie sociale, nous livre une réponse claire dans son article publié à la page 12. Elle explique que la durabilité sociale ne doit pas seulement être pensée de manière tridimensionnelle, mais aussi intersectionnelle. Dans de nombreux pays, les jeunes et les femmes en particulier luttent pour fournir de meilleures bases existentielles aux générations futures, une approche indispensable pour concrétiser une transformation durable. Si nous ne prenons pas au sérieux leurs expériences, leurs besoins et leurs priorités, nous ne prenons pas non plus au sérieux la durabilité sociale.

Marilyn Umurungi
spécialiste genre, équité & transformation



«RÉSILIENCE ET AUTO-DÉTERMINATION POUR DES CHANGEMENTS DURABLES»

La Bosnie-Herzégovine est marquée par un passé difficile, avec de nombreux conflits et une variété de groupes ethniques. Le pays œuvre actuellement en faveur d'une société plus équitable et durable. Il s'agit d'un défi important et il est crucial de prendre en compte les femmes dans ce contexte.

Pour les survivantes de la violence sexospécifique, l'autonomisation économique n'est pas seulement un moyen de devenir financièrement indépendantes, mais aussi une force vitale, qui leur confère de l'estime de soi et de la résistance, autrement dit de la résilience, et les aide à se libérer des chaînes formées par les abus.

En pleine gestion d'un passé complexe, on constate en Bosnie-Herzégovine comment des organisations locales, comme notre partenaire Buducnost, exercent une influence à l'échelle nationale. L'organisation se signale par son engagement sans relâche en faveur des femmes vulnérables et des survivantes de violences sexistes. Grâce à son

travail, les femmes acquièrent les compétences, la compréhension et la confiance nécessaires pour consolider leur position sociale et économique. Budućnost a contribué ces dernières années, par sa participation aux mécanismes institutionnels, à renforcer la position des femmes en promouvant des changements structurels dans le pays.

L'autodétermination des femmes, objectif majeur

Il existe de nombreuses initiatives visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes, en particulier dans les régions où les normes patriarcales sont profondément enracinées, comme en Bosnie-Herzégovine. Mais un examen plus attentif révèle toutefois une lacune importante: le manque d'autodétermination des femmes, qui doit être comblé. L'autodétermination ne se limite pas à l'indépendance financière ou à l'acquisition de nouvelles compétences. Les femmes, en particulier celles issues d'environnements oppressifs ou violents, ont souvent une basse estime de soi et une capacité d'action restreinte. Si l'on ne tient pas compte de cet élément fondamental, la plupart des mesures n'atteignent qu'un succès limité. Par exemple, donner à une femme les ressources financières suffisantes pour créer une entreprise peut avoir un effet stimulant, mais si elle n'a pas confiance en soi, ne dispose pas de la motivation interne nécessaire ou n'a pas la capacité de prendre des décisions autonomes, l'entreprise a de fortes chances d'échouer. Il s'agit d'une triste réalité, que beaucoup d'initiatives et de projets

bien intentionnés négligent malheureusement encore trop souvent.

On se trouve là face à une interaction complexe qui réunit des influences socioculturelles, des traumatismes passés, des convictions intériorisées et des obstacles systémiques. L'efficacité des projets restera limitée et non durable si ceux-ci ne sont pas développés en intégrant une compréhension globale de ces facteurs.

L'illusion des résultats immédiats

À une époque où tout va très vite, nombreuses sont les personnes qui aspirent à des résultats immédiats. Malheureusement, ce mode de pensée a également gagné le domaine de la coopération au développement et de l'égalité des genres. On oublie cependant souvent les problèmes sous-jacents et profondément enracinés auxquels sont confrontées les femmes, en particulier celles issues de milieux difficiles. L'autonomisation des femmes est un processus graduel. Au fil du temps, nous avons constaté en Bosnie-Herzégovine que les femmes avec lesquelles nous travaillons ont besoin de savoir qu'au-delà de la phase d'intervention immédiate, elles peuvent compter sur un filet de sécurité, une organisation ou un système de soutien. Elles ont besoin d'un accompagnement continu, de mesures de suivi, de cours de remise à niveau et, surtout, d'un espace protégé dans lequel elles peuvent partager leurs préoccupations, demander conseil et célébrer aussi bien les petits

que les grands succès. Les donateurs, les groupes d'intérêt et le public doivent comprendre qu'une véritable responsabilisation ne correspond pas à un sprint, mais à un marathon. Pour favoriser des changements à long terme, les systèmes de soutien doivent offrir un accompagnement progressif, durable et à plusieurs niveaux. Les initiatives ponctuelles peuvent être louables, mais n'agissent cependant qu'en surface.

Reconnaître l'autodétermination comme pilier fondamental d'une véritable autonomisation ouvre la voie à des mesures plus globales. Les workshops portant sur l'autoréflexion, le renforcement de la confiance et la prise de décision sont tout aussi importants que ceux qui proposent une formation professionnelle ou des conseils en matière d'entrepreneuriat. En outre, la participation active de la communauté joue un rôle crucial dans les changements d'attitude, dans la remise en question des normes rétrogrades et dans la création d'un environnement qui soutient et respecte l'autodétermination et les droits des femmes. La démarche d'autonomisation des femmes, en particulier dans des environnements sociopolitiques complexes comme la Bosnie-Herzégovine, nécessite une compréhension différenciée du thème en général.

La belle histoire de Vera

L'histoire suivante illustre la différence que peut faire un soutien efficace, multidimensionnel et intersectionnel. Après avoir souffert pendant des

années d'abus émotionnels et domestiques, Vera a cherché de l'aide auprès de la maison d'accueil pour femmes. Cette mère de maintenant 59 ans a été chassée de chez elle par son ex-mari avec ses quatre enfants, dont l'aîné avait 14 ans et le cadet 3 mois. Le père a nié avec véhémence la paternité de deux de ses enfants, une tactique vicieuse qui visait à refuser tout soutien émotionnel ou financier. Il a également torturé Vera psychologiquement et l'a frappée régulièrement.

Budučnost a reconnu l'importance de l'indépendance économique pour Vera et lui a offert une chance d'autonomisation. Elle a pu s'engager dans cette voie en créant une petite entreprise. Vera a bénéficié sur une période de dix ans d'un soutien complet, comprenant des formations, de petites aides financières, un mentorat, la participation à des réunions de groupe et un accompagnement psychosocial. Les effets positifs de cette démarche se sont également fait sentir auprès de ses enfants: son fils aîné est sur le point de terminer ses études universitaires, sa première fille a conclu avec succès ses études secondaires et la plus jeune vient de commencer le lycée. Son plus jeune enfant fréquente actuellement l'école primaire. Les quatre enfants ont bénéficié de l'accompagnement de jour de Budučnost, ce qui leur a permis d'obtenir d'excellents résultats scolaires.

Selon Vera, le soutien pédagogique, associé au soutien financier et juridique, a contribué de manière déterminante au développement de ses enfants. Budučnost a compris que la stabilité économique ne constitue qu'une partie du long chemin vers la stabilité sociale. L'organisation a lancé en 2022 une initiative communautaire en reconnaissance à l'engagement indéfectible de Vera en faveur de son indépendance et de l'éducation de ses enfants. S'appuyant sur l'histoire et la réussite de Vera, Budučnost s'est investi auprès de la communauté pour offrir un logement social à elle et sa famille. Elle est aujourd'hui non seulement une survivante, mais aussi une personne optimiste et un exemple vivant de l'impact positif des systèmes de soutien globaux. Son parcours, renforcé par le suivi constant de Budučnost, illustre les changements et la résilience possibles quand les bonnes ressources et le bon soutien sont mis en œuvre.

.....
Emina Pašić
représentante pays Bosnie-Herzégovine

Emina Pašić vit et travaille en Bosnie-Herzégovine et est représentante pays auprès de IAMANEH Suisse depuis 2015. Elle dispose d'une grande expérience dans le développement de projets et a pu, au fil des années, tisser des liens avec différentes organisations qui s'engagent contre la violence faite aux femmes et pour l'autonomisation économique des femmes. Ces compétences, associées à sa formation juridique, facilitent son travail auprès des institutions de la société civile et de l'État dans le domaine du droit des femmes, de l'autonomisation économique et du travail avec les femmes et les jeunes.

En tant que représentante pays, elle accompagne toutes les organisations partenaires de IAMANEH en Bosnie-Herzégovine, dont fait partie Budučnost. Le soutien psychosocial aux survivantes de violences sexospécifiques, y compris les violences domestiques, constitue l'un des principaux piliers du travail de l'organisation. L'accent est mis ici sur le renforcement et sur l'indépendance économique des femmes, afin d'augmenter leurs chances sur le marché du travail. Budučnost établit les premiers contacts avec des employeurs potentiels, et facilite l'accès à l'emploi pour les femmes ayant survécu à la violence ou se trouvant sous la menace de violences. L'adoption de la loi sur la protection contre les violences domestiques constitue le principal succès du travail réalisé depuis 2005.



Yakane Y.

«JE PENSAIS QUE LA CONTRACEPTION ÉTAIT UN CONTE DE FÉES»

Une femme donne naissance à six enfants en moyenne au Mali, et l'on constate souvent des conséquences négatives sur la santé quand les grossesses se suivent sur une courte période. Notre organisation partenaire Ya-G-Tu intervient à plusieurs niveaux en aidant les couples dans le domaine du planning familial, en promouvant la santé des mères et des enfants et en favorisant l'autodétermination des femmes.

Hama T. est père de sept enfants. «J'ai longtemps pensé que pouvoir planifier les intervalles entre les grossesses était un conte de fées», explique cet homme de 44 ans qui vit dans la région de Mopti, au Mali. Il voit cependant les choses différemment aujourd'hui: «J'ai beaucoup appris sur le planning familial grâce au projet de Ya-G-Tu, et je ne suis pas le seul.» Les moyens de contraception ne sont plus aussi tabous qu'auparavant et sont disponibles dans les villages. En outre, l'importance des examens pré- et postnataux est main-

tenant reconnue en ce qui concerne la santé des mères et des enfants.

Yakane Y., 27 ans et mère de quatre enfants, le confirme: «J'ai donné naissance à mes trois premiers enfants sur une courte période et nous avons eu beaucoup de problèmes de santé. Mais grâce aux actions de Ya-G-Tu, j'ai obtenu des informations qui me faisaient défaut auparavant. J'ai alors attendu deux ans entre le troisième et le quatrième enfant, et j'ai ensuite suivi à la lettre le calendrier des contrôles postnataux et des vaccinations pour les enfants. Cela nous a beaucoup aidés.»

Engagement en faveur du planning familial

Les connaissances de Hama et Yakane en matière de planning familial n'ont pas été simples à acquérir dans leur environnement. Dans le district sanitaire de Kendé, où ils vivent, seuls environ 3% des femmes en âge de procréer utilisent des méthodes contraceptives telles que la pilule, les préservatifs,

les implants ou autres, alors que la moyenne nationale est d'environ 16 %. Une femme donne naissance en moyenne à six enfants au cours de sa vie au Mali, ce qui constitue l'un des taux les plus élevés au monde. Les raisons à cela sont multiples. Le Mali est classé 186^e sur 191 à l'indice de développement humain de l'ONU, ce qui signifie qu'il est l'un des pays les moins développés au monde en termes de niveau de vie de la population. Les enfants sont considérés comme une assurance vieillesse et en avoir beaucoup est aussi un symbole de statut social. L'accès aux informations sur le planning familial et aux moyens de contraception est inexistant dans de nombreuses régions rurales. Les femmes n'ont en outre pas le libre choix en ce qui concerne leur santé sexuelle et reproductive. Nombre d'entre elles ne peuvent pas décider du moment de leur mariage et de leurs grossesses, n'ont pas de ressources financières pour acheter des contraceptifs et ne peuvent pas déterminer de manière autonome si et quand elles veulent recourir à des services de santé.

C'est dans ce contexte que l'organisation Ya-G-Tu s'engage en faveur du planning familial et de la santé sexuelle et reproductive. Ya-G-Tu est l'abréviation de «Yam Giribolo Tumo», ce qui signifie «association de femmes» dans la langue locale Dogon. L'équipe du projet s'adresse à la population – hommes, femmes et jeunes – de neuf villages, par la réalisation de conférences, de visites à domicile, de causeries, de représentations théâtrales et

d'autres activités. Toutes ces actions sont mises sur pied pour fournir des informations sur les droits sexuels et reproductifs, et des points de vente de contraceptifs ont été implantés dans les villages liés au projet.

Collaboration étroite avec la population

Il est important de collaborer étroitement avec la population à tous les niveaux pour que les moyens de contraception soient réellement utilisés. Il s'est en effet avéré en cours de projet que, bien que les femmes souhaitent espacer les naissances ou avoir moins d'enfants, la demande de contraceptifs n'avait guère augmenté. La disponibilité seule des contraceptifs ne suffit pas, les hommes et les autres décideurs et décideuses doivent aussi être impliqué-e-s pour faire changer les choses.

Les autorités locales, comme la mairie de Kendé, sont donc associées au projet. En outre, des travailleurs et travailleuses communautaires, des chefs de village et de commune, du personnel enseignant, des autorités religieuses et des responsables d'associations de jeunes, de femmes, de pères et de mères sont impliqué-e-s. Les activités sont initialement parties du centre de santé de Kendé, construit il y a environ cinq ans avec le soutien de IAMANEH, et il faut aussi mentionner les 40 relais, des personnes qui font la liaison entre les communautés villageoises et l'équipe du projet.

Aïssata T., 42 ans, est une de ces personnes, qui a elle-même mis au monde huit enfants, dont six sont encore en vie. Elle a pour rôle de conseiller et d'accompagner les femmes, les hommes et les familles dans les villages. «C'est difficile de travailler dans un environnement où la moitié des gens ne savent ni lire ni écrire», dit-elle, «mais le plus grand défi est de réussir à impliquer activement les hommes».

Focalisation sur les hommes

L'implication des hommes constitue une priorité dans la phase actuelle du projet. Dans la région du programme, l'homme a son mot à dire dans tous les domaines de la vie, y compris sur la santé sexuelle et reproductive. La disponibilité des contraceptifs ne sert à rien si l'homme n'accepte pas la contraception. Et il faut lutter contre les nombreux mythes et idées fausses qui circulent, comme la croyance que la contraception rend stérile.

Le planning familial est en outre une affaire à la fois intime et privée et un sujet socialement sensible, chargé de connotations négatives en de nombreux endroits. Ce fait n'est pas étonnant, car pendant longtemps, les programmes de planning familial avaient pour objectif de contrôler la croissance démographique, sans tenir compte des traditions sociales et religieuses. Mais la communauté internationale adopte désormais une démarche basée sur les droits humains, et l'accès au planning familial est aujourd'hui un principe directeur de la santé

et des droits sexuels et reproductifs. L'objectif de Ya-G-Tu et de IAMANEH n'est pas de réduire le nombre de naissances, mais bien de promouvoir le droit à l'autodétermination des femmes.

Le planning familial leur permet de contrôler de manière délibérée le moment et le nombre de grossesses. Des intervalles plus longs entre les grossesses diminuent les risques pour la santé de la mère et de l'enfant, et l'accès aux moyens de contraception ainsi qu'aux soins prénataux réduit la mortalité maternelle et favorise la santé des enfants.

Hama T., qui considérait autrefois le planning familial comme un conte de fées, défend également toutes ces idées aujourd'hui. Lorsqu'on lui demande quels sont les changements qu'il souhaite, il répond: «J'aimerais que toutes les femmes de mon village se rendent au centre de santé pour les contrôles pré- et postnataux et que les intervalles recommandés entre les naissances soient respectés dans toutes les familles. Et je souhaite aussi que les moyens de contraception soient de bonne qualité et que tout le monde sache que la femme et l'homme sont complémentaires.»

Interview de Miriam Glass

Responsable Public Fundraising, avec Haïssa et Aïssata Tembiné ainsi que Yakane Yagonuee



Hama T.



Aïssata T.

Un centre de santé local a vu le jour en 2016 à l'initiative de la population de Kendé et de l'organisation Ya-G-Tu, avec le soutien de IAMANEH Suisse. La commune de Kendé se situe au sud-est du Mali, dans la région de Mopti, qui n'a guère accès à des centres de santé urbains. Avec la construction de ce centre, l'organisation partenaire Ya-G-Tu a contribué, en collaboration avec IAMANEH Suisse, à l'amélioration de la santé des mères et des nouveau-nés, à la réduction du nombre de décès maternels et infantiles et à la prévention des grossesses non désirées. Le projet a aussi pour objectif d'améliorer l'accès de la population aux moyens de contraception et de développer l'utilisation des services de planning familial et de santé liés à la grossesse et à l'accouchement. L'implication des hommes et d'autres décideurs et décideuses, telles que les belles-mères et les autorités religieuses, ainsi que d'autres acteurs qui définissent les normes sociales autour du planning familial, est décisive pour la réussite du projet.

PAS DE DURABILITÉ SANS ÉGALITÉ

Avec l'augmentation des inégalités sociales et économiques et la multiplication des catastrophes environnementales, un changement vers un monde durable semble plus urgent que jamais. Alors que certains thèmes, comme la pénurie de ressources, sont facilement associés au discours sur la durabilité en de nombreux endroits, la corrélation entre les violences liées au genre et le développement durable apparaît moins évidente. Dans une interview avec IAMANEH, la Dre Christine Bigler explique le rôle central occupé par l'égalité entre les sexes dans un monde durable.

Les trois dimensions de la durabilité

L'ONU a défini en 1987 la durabilité comme «la satisfaction des besoins des générations présentes

sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins». Cette définition suppose la prise en compte de trois sphères de durabilité: la sphère sociale, la sphère écologique et la sphère économique. Il s'agit d'obtenir le plus grand bien-être possible de la société, tout en conciliant les objectifs de ces trois dimensions. C'est sur ce concept que l'ONU fonde ses 17 objectifs de développement durable (ODD), qui doivent être atteints d'ici 2030 afin de garantir un développement durable dans tous les domaines.

Qu'est-ce que la violence (sexiste)?

Selon le sociologue et politologue Johan Galtung, la notion de violence ne se restreint pas aux dommages physiques ou mentaux. Il définit plutôt la violence comme un obstacle qui empêche les gens d'exploiter leur plein potentiel. Ainsi, lorsqu'une personne est victime de violence, elle est limitée dans une certaine mesure dans ses possibilités.

Il existe une distinction fondamentale entre la violence indirecte et la violence directe. Alors que la violence directe ou personnalisée est exercée par une personne contre une autre, la violence indirecte ou structurelle n'émane pas d'un individu, mais de rapports de force inégaux ancrés dans la structure de la société. Ces inégalités peuvent être basées entre autres sur le sexe, l'âge ou l'ethnie d'une personne.



La violence basée sur le genre, ou violence sexiste (gender-based violence/GBV en anglais), est un terme générique qui englobe les actes de violence infligés contre la volonté d'une personne et résultant d'inégalités de pouvoir liées au genre. Statistiquement, ce sont les femmes qui courent le plus grand risque de subir un acte de violence sexiste, mais les hommes et les enfants sont également concernés. Il peut s'agir de violences physiques, sexuelles, émotionnelles ou psychologiques, mais ces différentes manifestations se mélangent souvent et se potentialisent mutuellement.

Durabilité et violence liée au genre

La violence basée sur le genre et les trois dimensions de la durabilité sont liées et s'influencent

mutuellement. Par exemple, la violence a un impact sur la durabilité sociale, en ce sens qu'elle peut empêcher les personnes concernées de participer à la société comme elles le faisaient avant l'expérience de la violence. Il existe en outre un risque que ces victimes exercent plus tard de la violence contre d'autres personnes. En ce qui concerne la sphère économique, le marché du travail, par exemple, est étroitement lié aux rôles de genre. Les femmes ont en règle générale moins accès au travail et à des conditions de travail appropriées.

La violence au travail a un effet négatif sur le bien-être mental, qui est à son tour un aspect central de la durabilité sociale. Des études prouvent que les catastrophes environnementales, qui se multiplient en raison du changement climatique, ont pour effet d'aggraver les inégalités sociales existantes, et que de telles catastrophes s'accompagnent en outre d'une augmentation des cas de violences sexistes. Les études démontrent en sus que le taux de violence dans un pays se trouve en corrélation directe avec ses inégalités économiques et politiques. Le potentiel de violence augmente si ces dernières sont importantes.

La durabilité sous la perspective du genre

Les études comme celles effectuées par la Dre Christine Bigler mettent en évidence la nécessité d'une perspective sexospécifique dans le débat sur la durabilité. En effet, envisager le développe-

ment durable sans une perspective de genre revient à perdre de vue une partie de la société. L'élimination des violences sexistes est un facteur déterminant à cet égard, car ce type de violences constitue non seulement une violation des droits humains, mais a également un impact négatif sur chacune des trois dimensions de la durabilité. La promotion de l'égalité entre les sexes et l'élimination de la violence liée au genre constituent donc des étapes importantes sur la voie d'un monde globalement durable.

À l'auteur invité :

D^{re} Christine Bigler vit en Suisse et est professeure en géographie sociale à l'université de Berne. Ses thèmes de prédilection sont, entre autres, le genre et le développement durable, le genre et le développement rural ainsi que le genre et l'agriculture. Elle a mené plusieurs études traitant de la «perspective critique de la durabilité», avec focalisation sur le genre, l'âge et les générations. Des études ont en outre été conduites sous sa direction opérationnelle à l'université de Berne, sur les expériences de violence vécues par des femmes handicapées.



Souhais de bienvenue



Marilyn Umurungi partage depuis mars 2023 le service genre, équité et transformation avec Serena Dankwa. Au bénéfice d'un bachelor en art et médias à la Haute école des arts de Zurich et d'un master en études africaines à l'Université de Bâle, Marilyn travaille aujourd'hui comme médiatrice artistique et culturelle, en se concentrant sur la déconstruction et la mise en évidence des discriminations et des inégalités structurelles.



Miriam Glass est responsable du département Public Fundraising et du suivi des membres chez IAMANEH depuis août 2023. Elle dispose de plusieurs années d'expérience dans la communication auprès d'organisations à but non lucratif. Miriam a travaillé auparavant comme journaliste auprès de différentes rédactions de la presse quotidienne et hebdomadaire de la région bâloise. Elle a étudié la philologie germanique, l'histoire de l'art et les sciences des médias et a suivi diverses formations continues en journalisme et en communication.

Départ

Nous avons fait nos adieux au printemps à **Kadiatou Keita**, notre représentante pays pour le Mali. Kadiatou était impliquée depuis plus de 25 ans dans différents projets de IAMANEH Suisse, en assurant l'accompagnement des organisations partenaires. Nous remercions Kadiatou pour son engagement sans faille, sa patience et sa précieuse expérience qu'elle a partagée avec nous! Nous lui souhaitons le meilleur pour sa retraite.

BÂLE frauenstark! – des films abordant les droits des femmes

Dans le cadre de la campagne internationale de 16 jours contre la violence faite aux femmes, nous ouvrons du **25 novembre au 12 décembre** les salles du Stadtkino, du Neues Kino, de la Kaserne et du Theater Basel pour la 8^e édition de notre festival frauenstark! L'événement s'articule cette année autour du vaste thème de la violence psychologique. Les films choisis racontent par exemple la lutte contre les violences domestiques envers les femmes en Turquie, montrent une génération entière hantée par les souvenirs de la guerre civile en ex-Yougoslavie ou abordent les effets de la cyberviolence dans les médias sociaux. La sélection, qui comprend des films de fiction et des documentaires, porte en outre sur des thèmes tels que l'identité de genre ou les différentes formes de violence liées au genre. frauenstark! expose au grand jour des scènes se déroulant souvent loin des yeux du public.

GENÈVE «femmes!» repart pour un deuxième tour

Le rideau se lèvera pour la deuxième fois du **4 au 7 décembre** sur le festival du cinéma «femmes!» à Genève. En collaboration avec «Cinélux» et «Fonction Cinéma» et la ville de Genève, nous projetons des films ayant des femmes dans le rôle principal et qui traitent à leur manière de la violence liée au genre. Près d'une femme sur trois dans le monde a subi des violences physiques et/ou sexuelles au moins une fois dans sa vie, un chiffre resté largement inchangé au cours des dix dernières années. Le festival a pour objectif de sensibiliser le public suisse aux violences faites aux femmes, avec aussi des tables rondes animées par des spécialistes après les films.

Informations détaillées sur les événements de
Bâle: www.iamaneh.ch/frauenstark
Genève: www.iamaneh.ch/femmes

ANNIVERSAIRE 45 ans de IAMANEH Suisse

Pour son 45^e anniversaire, IAMANEH Suisse organise du **10 au 15 décembre** une exposition de photos sur le thème de l'excision des filles en Casamance (sud du Sénégal), en collaboration avec son organisation partenaire locale Eusobul et la banque d'images esthétiques et éthiques Aethik de Bâle. De magnifiques photos chargées d'émotion, accompagnées de bandes sonores et de textes forts, offrent une vision différenciée sur l'excision des filles et sur la complexité sociale liée à cette pratique. Les séances d'information, les visites guidées et les tables rondes programmées inciteront à la réflexion et inviteront à des discussions approfondies.



Soutenez notre travail avec un don.
Chaque contribution compte, nous
vous en remercions.»

Informations détaillées
www.iamaneh.ch/ganzfrau

Impressum

Édition

IAMANEH Suisse, Bâle et Genève

Rédaction

Marilyn Umurungi, Manuela Di Marco

Comité de rédaction

Beate Kiefer, Miriam Glass

Collaboration

Petra Saner, Alexandra Nicola, Beate Kiefer,
Miriam Glass, Emina Pasic, Claudia Bigler

Traduction FR

Jacques Muheim

Mise en page

KOKONEO, Bâle

Crédits photos

Christian Aeberhard (Portraits Marilyn Umurungi,
Kadiatou Keita, Emina Pašić)
Université Berne (Portrait Christine Bigler)

Impression

Stuedler Press SA, Bâle

Tirage

Allemand: 2'500 ex. / Français 200 ex.

Bâle, novembre 2023

COMPLETEMENT FEMME

Une exposition de photos sur l'excision
des femmes au Sénégal.

10.12. – 15.12.23

Au kHaus
près de la caserne de Bâle

IAMANEH Schweiz | Suisse

info@iamaneh.ch

www.iamaneh.ch

Aeschengraben 16

CH-4051 Bâle

T +41 61 205 60 80

Rue de Cornavin 11

CH-1201 Genève

T +41 76 491 60 81

IBAN CH95 0900 0000 4063 7178 8

